Pierre Montagnon



Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale

Trustons. Unreliell



Benito Mupshing

Pygmalion





DICTIONNAIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Dans la même collection

DICTIONNAIRE DES MARÉCHAUX DE NAPOLÉON par Jean-Claude Banc

•

DICTIONNAIRE DES PAPES par Ivan Gobry

•

Dictionnaire des Souverains de France et de leurs épouses par Didier Feuer et Jean d'Hendecourt

PIERRE MONTAGNON

DICTIONNAIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE



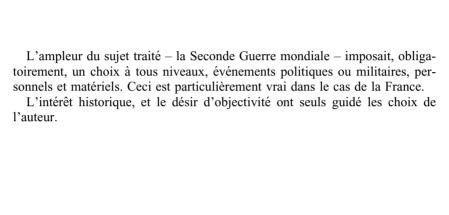
Sur simple demande adressée à
Pygmalion, 87 quai Panhard et Levassor 75647 Paris Cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.

© 2008, Pygmalion, département de Flammarion ISBN 978-2-7564-0166-9

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

AVERTISSEMENT



La table des abréviations se trouve au début des annexes.

L'astérisque * après un mot correspond à une entrée.





A-20

Bombardier bimoteur américain Douglas *A-20 Havoc* (employé par les Britanniques sous le nom de *Boston**).

Sorti à partir de 1939 et fabriqué à 7 385 exemplaires en plusieurs versions. Utilisé par les Français, les Britanniques, les Soviétiques et l'USAAF*.

Caractéristiques du A-20 G sorti en 1942. Vitesse : 540 km/h ; autonomie : 1 750 km ; armement : 8 mitrailleuses, 1 180 kg de bombes ; équipage : 4 hommes.

Son successeur, le A-26 Invader, sorti à partir de 1944 à 2 446 exemplaires, sera particulièrement rapide et puissant.

AB AKTION (AUBERORDENTLICHE BEFRIEDUNGSAKTION OU OPÉRATION EXTRAORDINAIRE DE PACIFICATION)

Nom de code de l'extermination des élites polonaises par les Allemands durant et après la campagne de Pologne*. On estime que 3 500 intellectuels et cadres polonais ont été tués de septembre 1939 à juin 1940.

ABBEVILLE, COMBAT D'

Le 29 mai 1940, le colonel de Gaulle*, commandant la 4e DCR*, se lance avec 140 chars, 6 bataillons d'infanterie, 6 groupes d'artillerie, pour réduire la poche d'Abbeville, dangereuse enclave allemande au sud de la Somme. Bouter les Allemands hors d'Abbeville permettrait peut-être de rétablir le contact avec le groupe d'armées nord encerclé.

De Gaulle* fait quatre cents prisonniers, gagne une citation à l'ordre de l'armée, mais sa division épuisée ne parvient pas à prendre Abbeville.

Abbeville et non Montcornet* est le vrai succès, bien que relatif, de Charles de Gaulle* en mai 1940.

ABDA Com (American-British-Dutch-Australian Command)

Organisme de commandement américain-britannique-hollandais et australien. Convenu lors de la conférence Arcadie* en décembre 1941, il entre en fonction le 15 janvier 1942. Son secteur opérationnel comprend la Birmanie*, 10 Abetz, Otto

la Malaisie*, les Indes néerlandaises*, la Thaïlande*, le sud de la Chine* et le nord et le nord-ouest des côtes australiennes. Il est dirigé par le général Wavell* (britannique) avec pour adjoint le général Brett de l'US Airforce* (PC à Lembang, Java). Le général Pownall (britannique) est chef d'état-major; l'amiral Hart (américain) commande la marine.

Insuffisance des liaisons et des moyens, absence de réserves, intérêts nationaux divergents, et surtout progression de l'invasion japonaise, rendent vite ABDA Com sans objet. Il est dissous de fait au départ de Wavell*, le 25 février, devant la menace du débarquement nippon sur Java.

ABETZ, OTTO (1903-1958). Diplomate allemand.

Francophone, marié à une Française, francophile pour certains, mais d'abord citoyen allemand, Abetz, qui fait partie des fidèles de Ribbentrop*, est nommé après la défaite française à la tête des services de l'ambassade d'Allemagne* à Paris.

Il prendra rang d'ambassadeur en août 1940. À côté de l'autorité militaire, il fait figure, pour les responsables français, de personnage incontournable même s'il dispose de pouvoirs très limités. Intermédiaire entre l'occupant et l'État français*, il sera l'interlocuteur privilégié de Laval*, Darlan* et surtout de tous les collaborateurs* parisiens. En disgrâce durant quelques mois en 1943, après l'évasion du général Giraud*, il reprend son poste fin 1943 et soutient de plus en plus Laval* contre les ultras de la collaboration* (Darnand*, Déat*...).

Arrêté en octobre 1945, il est condamné à vingt ans de détention par un tribunal militaire français en juillet 1949 et sera libéré en 1955.

ABWEHR

Services spéciaux de la Wehrmacht*.

Le Service de Renseignements de l'armée allemande apparaît en 1870, est officiellement supprimé en 1918 et réapparaît en 1925 sous le nom d'Abwehr (étymologiquement, défense contre les entreprises ennemies).

En 1935, le capitaine de vaisseau, bientôt amiral, Canaris* en prend la direction. Organisme militaire, siégeant à Berlin, l'Abwehr devient sous l'impulsion de Canaris* une puissante organisation. Il est divisé en trois sections principales ou *Abteilung*, plus une section administrative :

Abteilung I (colonels Piekenbrock puis Hansen).

Abteilung II (major Groscurth, colonels Lahousen* puis Freytag-Loringhoven).

Espionnage.

Sabotages et activités subversives. Régiment puis division Brandenburg*. ACHNACARRY 11

Abteilung III (major Bamler puis colonel von Bentivegni).

Contre-espionnage et Sécurité militaire.

Abteilung Z (major-général Oster* puis colonel Jakobsen).

Section administrative.

Les principaux succès de l'Abwehr* se situent au niveau des activités de subversion et de contre-espionnage. Est ainsi détruit le célèbre réseau soviétique de la *Rote Kapelle** (*Orchestre rouge**).

De 1935 à 1944, l'Abwehr vit en constante rivalité avec le SD*, le service de sécurité SS* dirigé par Reinhard Heydrich* puis Walter Schellenberg*. Finalement, il n'échappe pas au SD* que l'Abwehr, sous l'impulsion discrète de Canaris*, recèle un noyau important d'opposants au régime : Oster*, Groscurth, Hansen, Lahousen*... Un décret du Führer*, en date du 12 février 1944, enlève à l'OKW* le contrôle de l'Abwehr pour le confier au RSHA*. Canaris* est relevé de ses fonctions. L'Abwehr militaire n'est plus qu'un service entre les mains des SS*.

ABYSSINIE (voir ÉTHIOPIE)

ACCIDENTS D'AVIATION

De nombreux chefs militaires disparaissent au cours de la guerre suite à des accidents d'avions : le Britannique Arthur Purvis en août 1941, l'as allemand Molders* en novembre 1941, le général français Huntziger* à la même époque, le docteur Todt* en février 1942, le général polonais Sikorski*en juillet 1943, l'amiral japonais Koga* en mars 1944, les généraux allemands Hube* en avril 1944, Diet1* en juin 1944, le général anglais Wingate* en 1944, le maréchal de l'air britannique Leigh-Mallory* en octobre 1944, l'amiral anglais Ramsay* en janvier 1945, les colonels français Barril et de Roux au début de 1943 et en août 1943, etc.

Les conditions météo, les défaillances techniques, la déficience des instruments de navigation, sont essentiellement aux origines de ces accidents. La fiabilité de la navigation aérienne n'est pas au début des années 1940 ce qu'elle est devenue.

Sans être aussi tragiques, des accidents d'aviation enverront des chefs militaires à l'hôpital pour des semaines : cas des généraux français Weygand* ou Mast par exemple.

Pour ces raisons, Staline* avait une frayeur maladive du transport aérien et se refusait à prendre l'avion, ce qui n'était pas le cas de Churchill*.

ACHNACARRY

École des commandos britanniques dans le nord de l'Écosse.

Ce centre d'entraînement est dirigé par un vieux soldat, le lieutenant-colonel Charles Vaugham, ancien regimental sergeant-major des Guards et ancien du commando N° 4. Son énergie, son intransigeance l'ont fait surnommer le *Rommel* du Nord*. Il est vrai que le passage à Achnacarry n'a rien d'un séjour

12 Açores

dans un camp de vacances. Tout est fait pour plonger les stagiaires dans une ambiance de guerre. À l'entrée du camp, des tombes fictives rappellent aux arrivants que le moindre faux pas peut leur être fatal.

Les volontaires effectuent un stage de dix semaines. L'objectif est de les préparer physiquement et moralement aux épreuves qu'ils auront à affronter dans les conditions réelles des opérations de commandos. L'entraînement, intensif et sévère, comporte : escalades de falaises, traversées de rivières, raids amphibies avec manœuvres de débarquement, exercices de survie, combat rapproché (le fameux close-combat) et combat de nuit.

La plupart des exercices s'effectuent à balles réelles (quarante commandos seront tués à l'entraînement, soit une moyenne de deux pour mille). Les marches, avec équipement et armement, sont routine. Celle baptisée *speed march* impose de parcourir sept milles (11,2 km) en soixante minutes. Une autre excède cinquante kilomètres.

L'esprit d'initiative individuelle est tout autant développé. Les circonstances de l'action peuvent conduire des commandos à se retrouver isolés, privés de chefs et livrés à eux-mêmes. Les hommes doivent pouvoir faire face à de telles situations et prendre les décisions les mieux adaptées à l'accomplissement de leur mission.

Ceux qui ne se sont pas vus notifier le *Return to unit* reçoivent à l'issue du stage le béret vert des commandos, orné d'un badge représentatif de leur unité. Le badge des commandos français est en forme d'écu avec une croix de Lorraine et un brick-goélette traversé par un poignard.

Açores

L'archipel, jusqu'en 1941, est prévu base de repli du gouvernement portugais en cas d'occupation du Portugal* par la Wehrmacht*.

À partir de 1943, il fournit des bases aériennes à la Grande-Bretagne* pour la bataille de l'Atlantique*. Les Américains obtiendront également des bases en 1944.

ADD (AMIS DE DARLAN*) (voir Amiraux français)

ADEN

Protectorat britannique, puis colonie de la couronne depuis 1937, le territoire servira, en 1940, de zone de repli pour les troupes du Somaliland, puis de base de départ pour la reconquête en 1941.

ADLERTAG

Jour de l'Aigle. Jour du déclenchement – 13 août 1940 – de l'attaque massive de la Luftwaffe* contre la RAF* (voir Angleterre, bataille d').

ADRIAN, CASQUE

Casque traditionnel de l'armée française, modèle 1915, fabriqué à 20 millions d'exemplaires.

Poids : 765 g. Le modèle 1936, renforcé et plus résistant, fabriqué à 3 millions d'exemplaires, aura vocation d'équiper l'armée française* de la Seconde Guerre mondiale (avec le casque américain).

AEF (AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE)

Cette AEF, au 1^{er} septembre 1939, compte quatre colonies : Gabon*, Moyen-Congo, Oubangui-Chari, Tchad, soit 2 370 000 km² avec une population de 3 200 000 habitants pour seulement 5 000 Européens.

S'y adjoint le Cameroun, territoire sous mandat de la SDN*, 418 000 km² avec 2 230 000 habitants. La valeur stratégique de ces possessions, au cœur de l'Afrique, est certaine.

Plus ou moins enserrée entre des colonies anglaises et belges, l'AEF est plus sensible aux pressions extérieures que l'AOF*, ceinturée par les sables ou la forêt tropicale, ou que l'AFN*, proche de la métropole. Les contacts sont réguliers entre Cameroun anglais et français. À Brazzaville*, on suit attentivement ce qui se passe sur l'autre rive du Stanley Pool. En Oubangui-Chari, les planteurs élèvent la voix contre la défaite. Un peu partout, une agitation s'amplifie. Certains, militaires ou colons, franchissent la frontière d'une colonie britannique pour aller poursuivre la lutte. À Fort-Lamy (N'Djamena), le gouverneur général Éboué, dès la mi-juillet 1940, noue des contacts « séditieux ».

Cette agitation n'échappe pas à Vichy*. Dépêché par Darlan*, l'amiral Platon* se rend à Conakry, Abidjan, Cotonou, Lomé, Douala, Yaoundé, Libreville, Port-Gentil, Pointe-Noire, Brazzaville*. Partout, il prêche la fidélité au gouvernement du Maréchal. À Brazzaville*, le général Husson, gouverneur général de l'AEF, fait du zèle.

De Gaulle*, informé de cette situation, voit le péril. Ses partisans risquent d'être neutralisés. Il ne pourrait plus alors intervenir de l'intérieur et perdrait une place précieuse par son étendue et son réservoir d'hommes. Ses moyens sont limités, mais il dispose de quelques officiers encore plus riches de courage et d'ardeur que de galons : le commandant Leclerc*, le lieutenant de réserve de Boislambert, le commandant Parant. À ces trois s'adjoindront le colonel de Larminat* et le commandant Colonna d'Ornano*. Le civil de l'équipe est l'économiste René Pleven. Les uns et les autres pourront s'appuyer sur le Guyanais Félix Éboué, personnage de haute carrure physique et morale.

Tout se trame au départ de Freetown, Lagos et Léopoldville, non sans parfois certaines réticences de responsables anglais, et se dénouera en trois actes bien menés.

Le 26 août, Pleven et d'Ornano*, un peu anxieux, se posent sur le terrain d'aviation de Fort-Lamy. À l'inquiétude succède vite l'allégresse. Éboué accueille avec les honneurs militaires les émissaires du général de Gaulle*. Le ralliement du Tchad à la France libre* est proclamé. Le Tchad est la première parcelle de l'Empire à faire sécession (si l'on excepte les Nouvelles-Hébrides* ralliées le 22 juillet) et prêter allégeance à l'homme du 18 juin.

Le Cameroun l'imite sans attendre. Dans la nuit du 27 au 28 août, sous une pluie diluvienne, Leclerc* et de Boislambert, accompagnés de deux douzaines de volontaires, quittent le Nigeria britannique, traversent en pirogues l'estuaire du fleuve Bouri et, aidés de complicités locales, dont celle du capitaine Dio, prennent possession de Douala. (Cinq ans plus tard, Dio succédera à Leclerc* à la tête de la 2° DB*.) Le lendemain, de Boislambert, utilisant la desserte ferroviaire, arrive à Yaoundé et y fait reconnaître l'autorité de Leclerc* qui s'est investi du grade de colonel et du titre de haut-commissaire pour la circonstance.

Cameroun, Tchad. La liaison Atlantique-mer Rouge par le Soudan est assurée. De Gaulle* a marqué un point et récupéré déjà du monde.

Depuis le 16 août, de Larminat* est à Léopoldville, dans ce Congo belge qui hésite à s'engager totalement (il finira par le faire) mais regarde favorablement vers Londres. Il ne se prive pas pour diffuser tracts et appels à la sédition. De Brazzaville*, des sympathisants lui rendent régulièrement visite, en dépit de la hargne croissante du général Husson. Le commandant Delange, commandant le bataillon Sara du Tchad méridional, se prépare. Le 28 août au matin, il passe aux actes et encercle le PC de Husson. Ligoté, le gouverneur général est transféré sans ménagements sur l'autre rive. De Larminat* n'a plus qu'à effectuer le trajet en sens inverse. Reçu par le médecin général Sicé, tout acquis lui aussi, et Delange, il se proclame aussitôt gouverneur général d'une AEF devenue en majeure partie gaulliste.

De Brazzaville*, la dissidence fait tache d'huile. À Bangui, le gouverneur de Saint-Mart, en dépit de quelques réticences militaires, brisées par le capitaine de Roux, entraîne l'Oubangui-Chari.

À Pointe-Noire, port de Brazzaville*, une équipe de dissidents, bientôt épaulés par un croiseur anglais, achève de conforter l'entreprise conduite depuis la capitale du Congo français.

Au lendemain de ce que le vocabulaire gaulliste dénomme *Les Trois Glorieuses*, pour dominer intégralement l'AEF, il ne manque plus à de Gaulle* que le Gabon*. La colonie est cernée sur deux faces, mais la mer reste un accès possible. Vichy* se dispose à y envoyer des renforts pour tenir cet ultime bastion et, qui sait, préparer ultérieurement une reconquête des territoires perdus.

Pour enlever le Gabon*, les gaullistes devront se battre.

À la mi-novembre 1940, toute l'AEF est passée sous l'autorité de l'homme du 18 juin qui dispose désormais d'un territoire bien à lui (voir Brazzaville) où il recrutera des cadres et des troupes. Des officiers en séjour colonial, alors que nombre de leurs camarades prenaient le chemin des oflags, sauront saisir leur chance. (Pas tous : 396, par fidélité au Maréchal, refuseront de se rallier. Ils resteront détenus durant près de trois ans dans des conditions difficiles. Sept d'entre eux mourront au cours de cette détention.) Les ralliés sortiront d'un anonymat militaire auquel la majorité était vouée. Plus d'un tombera. Plus d'un s'y fera un nom : Dio, Massu, Ingold, Crépin, Vézinet, Garbay... Ces chefs trouveront sur place des soldats. Le BM/2, recruté en Oubangui-Chari, encadré par des colons locaux, se battra à Bir-Hakeim*. Le régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad constituera l'ossature du futur régiment de marche du Tchad de la 2° DB*.

Terrible contrepartie, *Les Trois Glorieuses*, Dakar*, Gabon*, avant la Syrie*, portent en germe un avenir difficile. « Dissidents! » lancent les uns. « Vichystes! » grommellent les autres. Cependant un modus vivendi s'instaurera. Vichy*, après avoir envisagé une reconquête, acceptera le fait accompli de la perte de l'AEF. Weygand* se portera le garant du statu quo.

AÉROPORTÉES, TROUPES

Les combattants descendus du ciel, par parachutes ou en planeurs, constituent une grande innovation qu'apporte la Seconde Guerre mondiale à l'art militaire.

Si le parachutisme ne relève pas du surhomme, il exige une bonne santé physique et morale. Les parachutistes se présentent donc comme des soldats d'élite. Les Soviétiques, les premiers, ont formé des unités parachutistes avant la guerre. Pourtant, ils en feront relativement peu usage, ce qui ne sera pas le cas des autres belligérants. Presque tous auront leurs troupes aéroportées.

Les Allemands auront théoriquement une armée aéroportée dépendant de la Luftwaffe*. Leurs premiers parachutistes se manifesteront en Norvège*, puis en Hollande* et Belgique*, le 10 mai 1940. Après la conquête sanglante de la Crète*, Hitler*, sauf cas d'espèce (Gran Sasso*, Ardennes*), renoncera à utiliser ses parachutistes en aéroportés. Ils se battront comme troupe d'infanterie.

Les Américains disposeront de quatre divisions aéroportées (voir Airborne) qui sauteront en Sicile*, Normandie*, Hollande*, Allemagne* et dans le Pacifique*.

Les Anglais auront deux divisions aéroportées et une brigade SAS*. Leurs parachutistes seront présents de Bruneval* à Varsity*, par la Tunisie*, la Sicile*, la Normandie*, la Hollande*, l'Allemagne*, la Grèce*.

Les Français auront trois régiments de parachutistes (voir RCP).

Les Italiens auront une bonne unité de parachutistes, division Folgore*, présente surtout en Libye* comme unité d'infanterie.

Les Japonais ne feront qu'un faible emploi de leurs parachutistes.

Il est enfin à relever que le parachute sera très souvent le moyen d'accès dans des territoires occupés des résistants, français comme Jean Moulin*, tchèques comme le commando ayant exécuté Heydrich*, norvégiens comme le commando sur Norsk Hydro*, etc.

AFGHANISTAN

Bien que favorable à l'Axe*, le royaume restera neutre en 1939. Puis, après *Barbarossa**, sous la pression alliée, il rompra ses relations avec les puissances de l'Axe* et expulsera leurs ressortissants.

AFRIKA KORPS (DEUTSCHES AFRIKA KORPS)

Corps expéditionnaire allemand envoyé en Libye* au début de 1941 pour soutenir les Italiens en difficulté devant les Britanniques.

Ce corps, sous les ordres du général Rommel*, fort de 45 000 hommes, comprend initialement la 15° PD, la 90° division légère et la 5° division légère (future 21° PD). Il s'étoffera quelque peu par la suite. Le lieutenant général Cruewell en prendra le commandement à l'été 1941, Rommel* devenant le patron de l'ensemble allemand et italien *Panzergruppe*.

Afrique, armée d'

Par armée d'Afrique s'entendent traditionnellement les troupes françaises ayant vocation à être implantées en Afrique du Nord : tirailleurs, zouaves, légionnaires, goumiers, spahis, chasseurs d'Afrique, etc.

Au 1^{er} novembre 1942, elle compte 122 000 réguliers, 10 000 rapatriés du Levant, 60 000 hommes camouflés non inscrits sur les contrôles (engagés, surnuméraires des goums et maghzens, unités de gardiennage, milice urbaine). Bien que pétainiste dans son ensemble, elle est foncièrement germanophobe, ce qui explique son engagement immédiat dans la campagne de Tunisie* et son ardeur de l'Italie* à la Libération*.

Afrique du Nord, débarquement en

1. La genèse

Ouvrir un second front. Cette ouverture d'un second front est devenue le leitmotiv de Staline* depuis l'invasion de l'URSS*. En mai 1942, le président américain promet à Molotov* de soutenir activement l'URSS*. Promesse ? Car comment et où frapper ?

- Sur les côtes de France* ? Une telle opération n'est pas possible en 1942. En 1943, peut-être, et encore!
 - En Norvège* septentrionale? Projet soutenu par Churchill*.
 - Sur Brest ou Cherbourg? Il y a risque de tomber dans un cul-de-sac.
- En Afrique du Nord ? Churchill* s'y rallie. L'opération lui paraît militairement la moins risquée. Roosevelt*, raisonnant de même, approuve. À une condition : action de caractère strictement américain, les Anglais étant par trop persona non grata auprès des Français, après Mers el-Kébir*, Dakar* et la Syrie*.

À la mi-juillet 1942, les principaux responsables militaires se réunissent à Londres. Les discussions s'enlisent. De Washington, Roosevelt* fait pencher la balance. Ce sera le projet *Gymnast**, débarquement en AFN à réaliser avant le 30 octobre au plus tard. Churchill* se réjouit et rebaptise l'opération *Torch**. Elle sera la torche de la liberté.

2. Les préparatifs

À ce débarquement, qui sera à dominante américaine, il faut un responsable. Ce sera le général Eisenhower*, envoyé en Angleterre quelques mois plus tôt pour organiser les forces américaines commençant à s'y regrouper. Une fois investi, Eisenhower* s'entoure. Des Américains! Pour adjoint, le général Clark*, quarante-six ans. Aux responsabilités terrestres majeures: Patton*, Fredendall, Ryder. À l'air: Doolittle*, le héros du raid sur Tokyo*. Un seul Anglais: Cunningham*, l'amiral qui a résolu en souplesse le problème de la flotte française d'Alexandrie* et évité un second Mers el-Kébir*, prend en charge la marine.

L'état-major de *Torch** constitué, que décidera-t-il ? Plus exactement, que décideront les responsables politiques et les hauts états-majors ?

Le Maghreb, devenu l'Afrique française du Nord, est vaste. Près de 2 000 km séparent Casablanca de Tunis. Sa profondeur varie : 3 à 400 km entre Méditerranée* et immensité saharienne, plus du double aux deux extrémités.

Les Américains, plaidant la sécurité, ne voudraient débarquer qu'au Maroc*. Les Britanniques qui connaissent bien la Méditerranée* souhaitent aller plus loin. Ils n'hésitent pas à parler, avec force, d'Algérie*, de Tunis et Bizerte. Roosevelt*, devant tant d'insistance, donne son accord pour Casablanca, Oran et Alger, l'est Constantinois avec Bône (Annaba) restant exclu.

Comment réagira Franco*? Et les Allemands? Exigeront-ils un droit de passage par l'Espagne*?

Le plan allié peu à peu prend forme. 35 000 Américains, sous Patton*, débarqueront au Maroc*. 39 000 autres en Oranie, 10 000 encore et 23 000 Anglais dans l'Algérois. Total, un peu plus de 100 000 hommes.

Le 6 septembre, Eisenhower* fixe la date : 8 novembre.

Il faut évidemment donner le change aux agents ennemis. La distribution de tenues légères tend à faire croire que l'opération est destinée à la Tripolitaine ou à Bassorah.

La grande inconnue réside dans l'attitude des Français d'AFN. Se comporteront-ils en amis ou en ennemis ? L'état-major allié envisage jusqu'à 18 000 hommes hors de combat s'ils résistent.

La France* est chez elle en Afrique du Nord où plus d'un million d'Européens se sont implantés. Elle régente les deux protectorats, Tunisie* et Maroc*, et les trois départements algériens d'Alger, d'Oran et de Constantine.

Weygand* fut le grand maître de cette AFN. Il y a prêché l'esprit de revanche et a été évincé en novembre 1941 sur ordre des Allemands. Le général Noguès*, résident général, commande à Rabat. Il bénéficie de l'amitié du souverain, Mohammed V. L'amiral Esteva* assure les mêmes fonctions à Tunis auprès du bey Moncef*. À Alger, l'autorité se divise. Chatel est gouverneur général. À ses côtés, le général Alphonse Juin*, libéré d'Allemagne* sur l'intervention expresse de Weygand*, commande les forces terrestres d'AFN. La marine est évidemment aux mains des amiraux : Michelier à Casablanca, Moreau à Alger, Derrien* à Bizerte.

L'AFN de 1942 est pétainiste et ne s'en cache pas. L'armée tout autant, sans être pour cela pro-allemande. Elle prépare la revanche. Mal équipée mais bien encadrée, l'armée française d'AFN peut représenter un obstacle sérieux pour un envahisseur éventuel. Le *Jean-Bart**, ancré à Casablanca, possède des 380 redoutables et il n'est pas seul.

D'entrée, Roosevelt* a posé un préalable aux contacts à prendre avec les Français : pas un mot à de Gaulle*. Il le juge cassant, autoritaire et a même tendance à le regarder comme un apprenti dictateur.

Les Français dits libres éliminés d'office, demeurent les autres. Ils constituent, pour l'heure, les gros bataillons. Parmi eux, les partisans de la revanche ne manquent pas. L'homme de Roosevelt* dans la place, Robert Murphy*, consul américain à Alger, avait négocié des accords économiques avec Weygand* dans l'espoir d'aboutir à des accords politiques. Weygand* parti, il a cherché d'autres interlocuteurs. Il a trouvé aisément ceux qui formeront le groupe dit des *cinq**: Lemaigre-Dubreuil, Rigault, Van Hecke, Henri d'Astier et Saint-Hardouin. Ils sont en liaison avec des militaires et non des moindres, le général Mast qui commande la division d'Alger, le général de Monsabert* qui commande à Blida, le colonel Jousse de l'état-major du XX° corps.

Ces hommes, civils et militaires, qui aspirent à l'entrée de la France* dans la guerre et qui sont persuadés que cette rentrée se fera depuis l'AFN, ont conscience d'avoir besoin d'un chef de renom. Weygand*? Il se refuse à devenir un rebelle. De Gaulle*? Non! Le Gabon*, Dakar*, la Syrie*. Juin*? Intelligent, germanophobe certes, mais manquant par trop de caractère.

La solution surgit brusquement en avril 1942. Le général Henri Giraud*, soixante-trois ans, réussit une évasion spectaculaire de la forteresse de Koenigstein où il était détenu. Contacté, il dit oui, trop heureux d'exprimer son patriotisme qui est certain et ses talents qu'il juge grands.

Pour Roosevelt* et Murphy*, ce général au passé glorieux apparaît comme l'homme dont ils ont besoin pour entraîner l'armée d'Afrique* dans la guerre. Même Churchill*, lassé de ses démêlés avec de Gaulle*, se laisse séduire.

Les Américains, sans attendre, font demander à Giraud* s'il est disposé « à travailler avec le président Roosevelt* à la libération de la France*, et dans quelles

conditions ». Ses conditions, l'évadé de Koenigstein s'empresse de les faire connaître :

- 1. La France* sera rétablie dans son intégrité territoriale du 1^{er} septembre 1939, en métropole et en dehors de la métropole.
- 2. La souveraineté française sera entière en territoire français, partout où des troupes françaises combattront aux côtés des troupes américaines.
- 3. Le général Giraud* aura le commandement en chef des forces alliées sur le théâtre d'opérations où combattront des troupes françaises.
- 4. Le taux du franc par rapport au dollar équivaudra à celui consenti par l'Angleterre* au général de Gaulle* par rapport à la livre sterling.

Fin juillet, Washington fait connaître sa réponse : « Conditions acceptées ».

Giraud* se voit déjà le nouveau Foch d'une vaste coalition groupant Français, Américains, voire Anglais, pour libérer la France*.

En Algérie, les *cinq** voudraient y voir clair. Ils réclament à Murphy* la tenue d'une conférence avec des représentants qualifiés. Fait extraordinaire mais révélateur de l'intérêt porté à la collaboration française, il leur est rendu une réponse positive. Ce sera la conférence de Cherchell*.

Murphy* ne s'interdit pas de doubler, entre-temps, ses amis algérois. Il contacte Juin* par l'intermédiaire de son chef de cabinet. Il a des entretiens avec le lieutenant-colonel Chrétien, chef des services spéciaux en Algérie*. Il noue des liens avec Darlan*, par l'amiral Fenard et le fils de l'amiral, Alain Darlan. La tâche, il est vrai, lui est facilitée. Darlan* envisage désormais un succès allié. Juin* désire connaître l'aide éventuelle des Américains en cas d'intervention militaire allemande en AFN. Les deux naturellement sont condamnés à la prudence.

3. Les derniers jours

Les Allemands se doutent-ils? Ils ont des présomptions mais non des preuves. Leurs observateurs à Algésiras ont rendu compte d'une agitation accrue à Gibraltar*. Le sultan du Maroc*, informé par des indiscrétions, a prévenu le grand mufti de Jérusalem qui travaille pour l'Abwher* de l'imminence d'une action américaine au Maroc*. Faute d'éléments probants, Hitler* et l'OKW* en restent au ravitaillement de Malte* ou à une action en Cyrénaïque sur les arrières de Rommel*.

Côté Alliés*, Gibraltar* est devenu la plaque tournante de l'opération. Eisenhower* y a installé son PC. Les convois ont pris la mer. Depuis les États-Unis*, la Western Task Force, sous Patton*, vogue vers le Maroc*. La Center Task Force, sous Fredendall, a quitté la Clyde. L'Eastern Task Force de Ryder est partie, elle, de Grande-Bretagne*. Toutes deux naviguent sous la protection de la Navy*. D'après le programme, elles passeront Gibraltar* dans la nuit du 5 novembre. L'imposante colonne de 40 navires de transport et 160 bâtiments de guerre se dirigera ensuite vers l'Oranais et l'Algérois.

Les conjurés français attendent. Murphy*, fin octobre, se jette à l'eau. Le 29, il informe Mast. Le général ne dispose que d'une semaine pour agir.

Giraud*, informé, est déçu. Trop proche selon lui. Le plan d'un débarquement qu'il avait prévu dans le midi de la France*, en liaison avec l'armée* de l'armistice, n'a pas été retenu. Cependant, il n'a plus le choix. Dans la nuit du 5 au 6 novembre, il embarque avec son fils Bernard, le capitaine Beaufre et le lieutenant de vaisseau Viret à bord du *Seraph* devenu le grand spécialiste des

missions délicates. Récupérés par un hydravion, ils seront à Gibraltar* le 7 au soir.

Une autre déception y attend le général. Il partait pour devenir commandant en chef des forces alliées. Il se découvre simple spectateur. Il acceptera finalement de ne se voir imparti de responsabilités qu'en arrivant à Alger. D'autres déconvenues l'y attendent.

À Casablanca:

Le général Béthouart*, commandant la division, a de longue date donné son accord aux *cinq*. Le 2 novembre, Rigault, arrivé par le train, lui apprend l'imminence du débarquement. Il doit donc avec ses adjoints, le colonel Magnan, commandant le RICM, et le lieutenant-colonel Molle, son chef d'étatmajor, neutraliser les éléments suspects ou douteux, le moindre d'entre eux n'étant pas le résident général, le général Noguès*.

À Oran:

La conjuration demeure embryonnaire. À Alger, par contre, les conjurés sont mieux à même de prendre leurs dispositions. Dans la nuit du 7 au 8 novembre, ils seront près de quatre cents, jeunes dans l'ensemble, pour occuper les points sensibles suivant les plans de Mast et Jousse.

Ces bonnes volontés ne sont pas globalement politiquement marquées. Les communistes ont refusé de s'associer. Les gaullistes, derrière le professeur Capitant, ne peuvent se targuer d'amener qu'une vingtaine de participants.

Curieusement, ceux qui tireront – provisoirement – profit de l'événement se trouvent à Alger la veille du 8 novembre. Le général Bergeret, ancien secrétaire d'État à l'Air et inspecteur de la défense aérienne du territoire, a été informé. Avant de partir pour Alger sous couvert d'une inspection, il a prévenu Pétain* et lui a proposé de l'emmener. Le Maréchal s'est récusé.

La présence de Darlan*, elle, semble toute fortuite. Il s'est précipité à Alger le 5 novembre pour venir au chevet de son fils Alain, malade, et dont les jours paraissent en danger. Cet impératif familial n'empêche pas le dauphin en titre, responsable de la Défense nationale, de suivre l'évolution. Par le 2º Bureau, il a appris l'entrée d'une flotte importante en Méditerranée*. Fort de ses contacts avec Murphy* et de ses propres conclusions, il ne croit pas à une action sur les côtes françaises du Maghreb. Sa surprise et son courroux seront significatifs de sa méconnaissance de ce qui se tramait.

4. Le débarquement

« Attention, Robert, Franklin arrive! » Les initiés n'ont pas besoin de faire preuve de grande perspicacité.

8 novembre 1942, 0 h. La Seconde Guerre mondiale a trois ans d'âge. Brutalement, elle va changer de visage. Les Alliés* prennent l'initiative des opérations.

Les Américains mettent leurs pas dans ceux des soldats de Bourmont de 1830. À partir de 2 h, ils débarquent à Sidi-Ferruch (et à Castiglione proche). Ils prennent également terre de l'autre côté de la rade d'Alger, à Cap Matifou, afin d'aller occuper l'aérodrome de Maison-Blanche. Le colonel Baril, commandant le 29° RT, couvre la zone de Sidi-Ferruch. À Maison-Blanche,

Histoire des Commandos 1945 à nos jours***

La Conquête de l'Algérie Les germes de la discorde 1830-1871

L'affaire Si Salah
Un récit témoignage vécu sur la guerre d'Algérie

La France coloniale Tome 1. La Gloire de l'Empire Tome 2. Retour à l'Hexagone

La Guerre d'Algérie Genèse et engrenage d'une tragédie (Ouvrage couronné par l'Académie française)

> Les maquis de la Libération 1942-1944

Les parachutistes de la Légion 1948-1962

Pas même un caillou Pages écrites en 1962 en Algérie dans la passion du moment

> 42, rue de la Santé Une prison politique – 1867-1968

Saint-Cyr Deux siècles au service de la France Prix Jacques Chabannes, 2003

Composition et mise en pages



N° d'édition : L.01EUCN000178.N001 Dépôt légal : octobre 2008